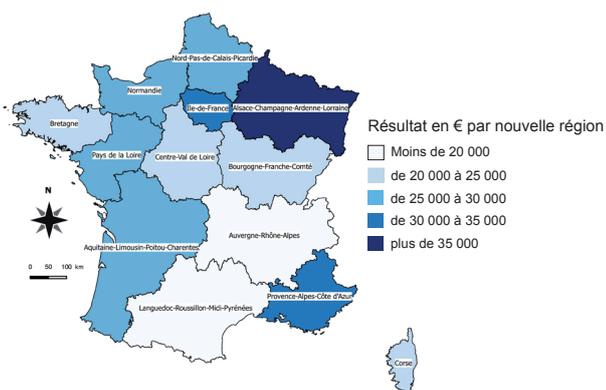


Les résultats économiques 2014 des exploitations agricoles de la nouvelle région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine

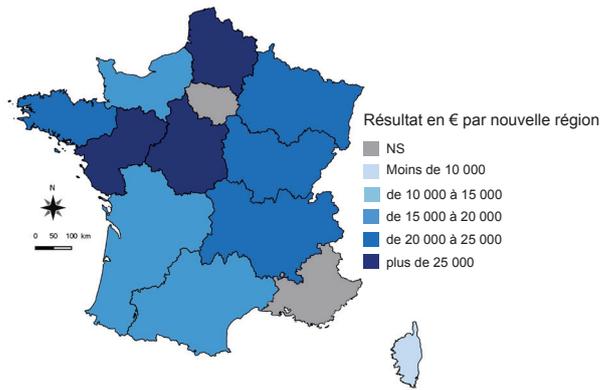
En 2014, le résultat moyen des exploitations reste le plus élevé des régions françaises, mais a régressé de 5%. La tendance à la baisse se poursuit après le très bon niveau de 2011. Des disparités importantes se cachent entre et au sein même des orientations technico-économiques. En cause, des prix à la production moins rémunérateurs en regard des charges qui pèsent de plus en plus sur les exploitations. Ce contexte entraîne à la baisse les différents indicateurs économiques : la rentabilité des exploitations diminue, la trésorerie se dégrade, le poids de l'endettement sur le résultat annuel occupe une part de plus en plus préoccupante.

Résultat courant avant impôt par actif non salarié en 2014 (RCAI en euros par Utans)

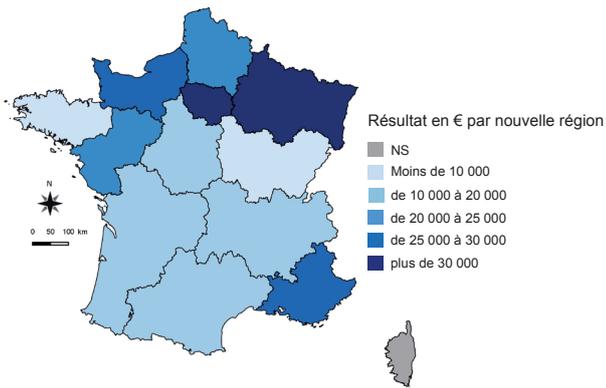
RCAI par Utans en 2014 toutes orientations



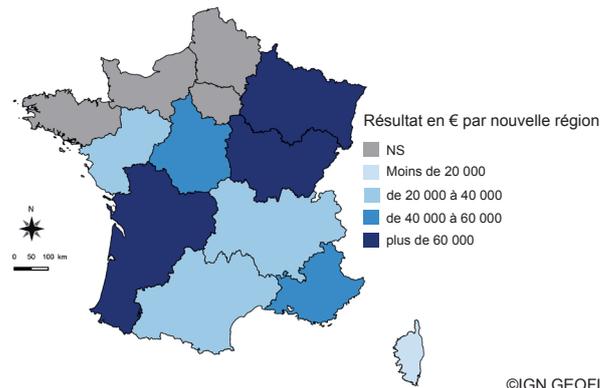
RCAI par Utans en 2014 pour les exploitations d'élevage



RCAI par Utans en 2014 pour les exploitations de grandes cultures



RCAI par Utans en 2014 pour les exploitations viticoles



©IGN GEOFLA®

Réalisation : DRAAF Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine - SRISE, mai 2016

Source : RICA

Le résultat courant avant impôt de la région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine s'établit pour l'année 2014 à 37 800€ par actif non salarié, toutes orientations confondues. Il est supérieur de 33% au résultat national. Derrière cette moyenne se cachent des disparités importantes, comme en témoignent les résultats hors viticulture, qui sont de

DRAAF Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine

27 800€ par actif non salarié au niveau de la région et de 21 300€ au niveau national, soit 30% supérieur.

Ce sont les exploitations viticoles orientations générales (cultures industrielles majoritaires avec des céréales) qui maintiennent le résultat moyen de la région à un haut niveau. Néanmoins, la tendance est à la baisse

depuis le haut niveau de 2011 : il a perdu 5% depuis 2013 et la diminution est de 24% par rapport à la moyenne triennale 2011-2012-2013. Il est à un de ses niveaux les plus bas depuis une décennie, seule l'année 2009 avait enregistré des résultats inférieurs.

Le climat 2014 a été plutôt favorable aux productions végétales. L'hiver doux et humide suivi d'un printemps sec et ensoleillé ont favorisé un développement précoce des cultures et un bon état sanitaire initial. L'été très pluvieux a permis de limiter les effets dus au stress hydrique printanier et les rendements sont globalement supérieurs à ceux d'une année moyenne. Néanmoins, les températures froides de juillet et août ont altéré la qualité de certaines récoltes. En effet, dans certains endroits, les conditions climatiques ont provoqué une germination des grains sur pied ou en silo. Ces problèmes de qualité conjugués à la baisse des prix de vente ont eu un impact sur le résultat des exploitations. Pour les productions animales, le premier semestre 2014 a été satisfaisant en terme de prix de vente que ce soit pour le lait ou la viande bovine. En revanche, dans la seconde moitié de l'année, les surplus résultant de l'embargo russe

conduisent à un effritement des prix. En 2015, les prix continuent de décliner sous la pression des excédents mondiaux et communautaires.

L'indice des prix des moyens de production est en retrait entre 2013 et 2014, et notamment pour les postes essentiels que sont l'énergie, les engrais et l'alimentation animale. En conséquence, les charges d'approvisionnement baissent pour l'ensemble des exploitations.

L'orientation technico-économique reste déterminante dans la formation des résultats en fonction des évolutions respectives des productions et du prix des intrants.

La part de résultats négatifs en progression

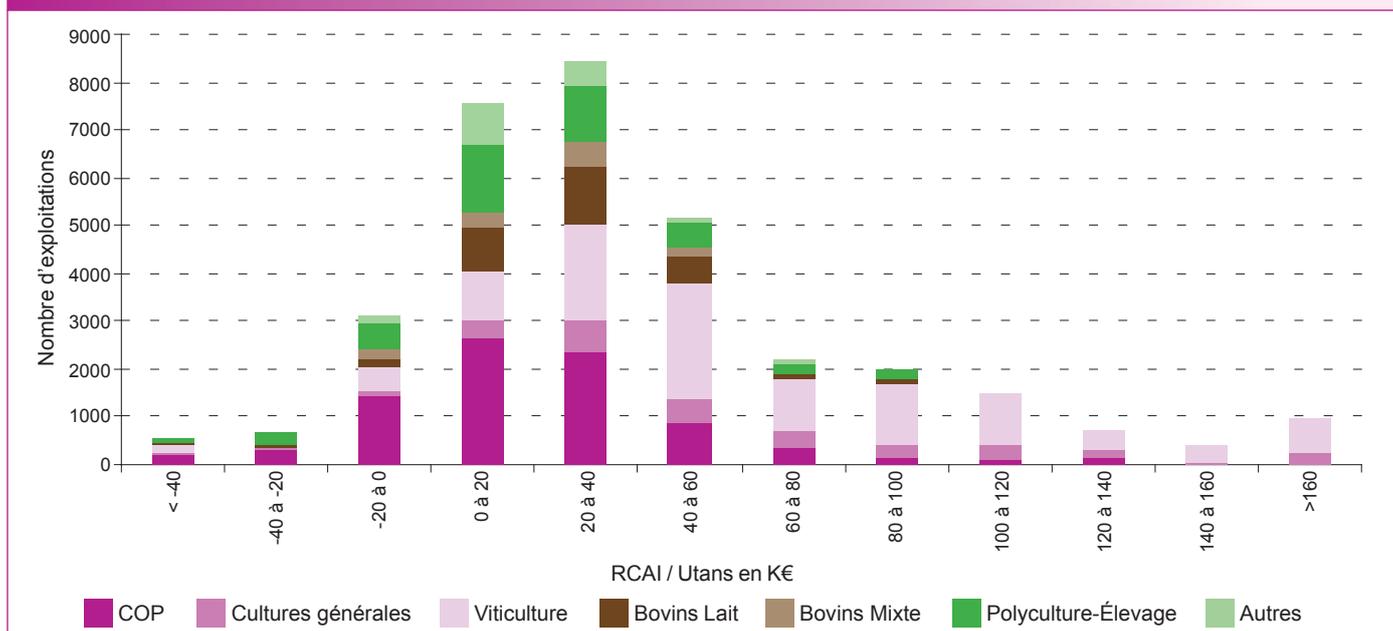
En 2014, 13% des exploitations ont eu un résultat courant avant impôt négatif. C'est deux points supérieur à 2013. Cette part de résultats négatifs a

augmenté dans toutes les spécialisations, sauf chez les éleveurs laitiers qui en 2014, bénéficiaient encore d'un prix du lait élevé. C'est au sein des exploitations de céréales-oléoprotéagineux (COP) que la part de résultats négatifs a été la plus forte, 22%.

La conjoncture difficile, et notamment la baisse des cours des céréales, a contribué à resserrer la dispersion des résultats. La moitié des exploitants, toutes spécialisations confondues, a eu un résultat inférieur à 29 200€.

Ce sont les exploitations de cultures générales et viticoles qui présentent l'éventail de résultats le plus étendu. À contrario, la dispersion est moindre dans les exploitations d'élevage de bovins. Cependant, elle est toujours très marquée entre élevages et productions végétales. Ainsi, alors que la médiane en cultures générales est de 52 300€ par actif non salarié, elle n'est que de 24 800€ en élevage de bovins mixtes.

Une dispersion des revenus hétérogène selon les spécialisations en 2014



Source : RICA

Une rentabilité qui se dégrade

D'une manière générale, sur la période 2010-2014, toutes exploitations confondues, le résultat courant avant impôt a diminué de 32%, la trésorerie nette de 15% et l'endettement a augmenté de 7%.

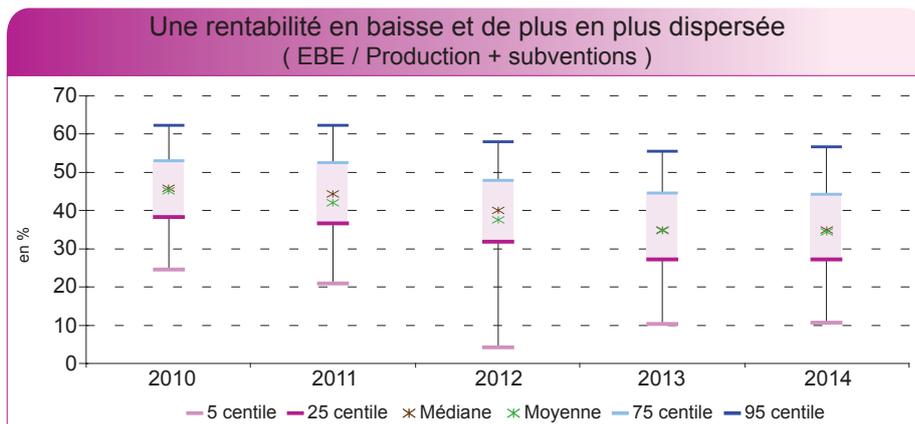
En valeurs moyennes pour l'ensemble des

exploitations de la région, l'Excédent Brut d'Exploitation illustre plus précisément la situation économique. Cet indicateur mesure la rentabilité de l'exploitation, en s'affranchissant de la dotation aux amortissements et de tout autre élément fiscal ou événement exceptionnel. Il traduit donc la capacité de l'exploitant à dégager des ressources financières grâce

à son cycle de production, ressources qui doivent lui permettre de rembourser ses dettes, couvrir ses prélèvements privés et s'autofinancer. La rentabilité se mesure en ramenant l'Excédent Brut d'Exploitation à la production de l'exercice augmentée des subventions.

Sur la période 2010 à 2014 :

- la rentabilité présente une dispersion de plus en plus marquée;
- sur les deux dernières années, un quart des exploitations présente une rentabilité inférieure à 27% alors que cet indicateur est jugé satisfaisant quand il est supérieur à 30%;
- la rentabilité moyenne s'infléchit continuellement : elle n'est plus en 2014 que de 34%, alors qu'elle était de 45% en 2010. Cette tendance fortement accentuée à la baisse s'observe seulement durant ces dernières années, puisqu'en 2004, elle était de 46%, peu différente de 2010.



Source : RICA

Lecture 2014 en progression croissante : 5% des exploitations ont une rentabilité inférieure à 11% ; 25% des exploitations (25 centile) ont une rentabilité inférieure à 27%. La moyenne est de 34% et la médiane de 35%. En regard, le quart supérieur des exploitations (75 centile) a une rentabilité supérieure à 44% et les 5% d'exploitations les plus rentables le sont au-delà de 57%.

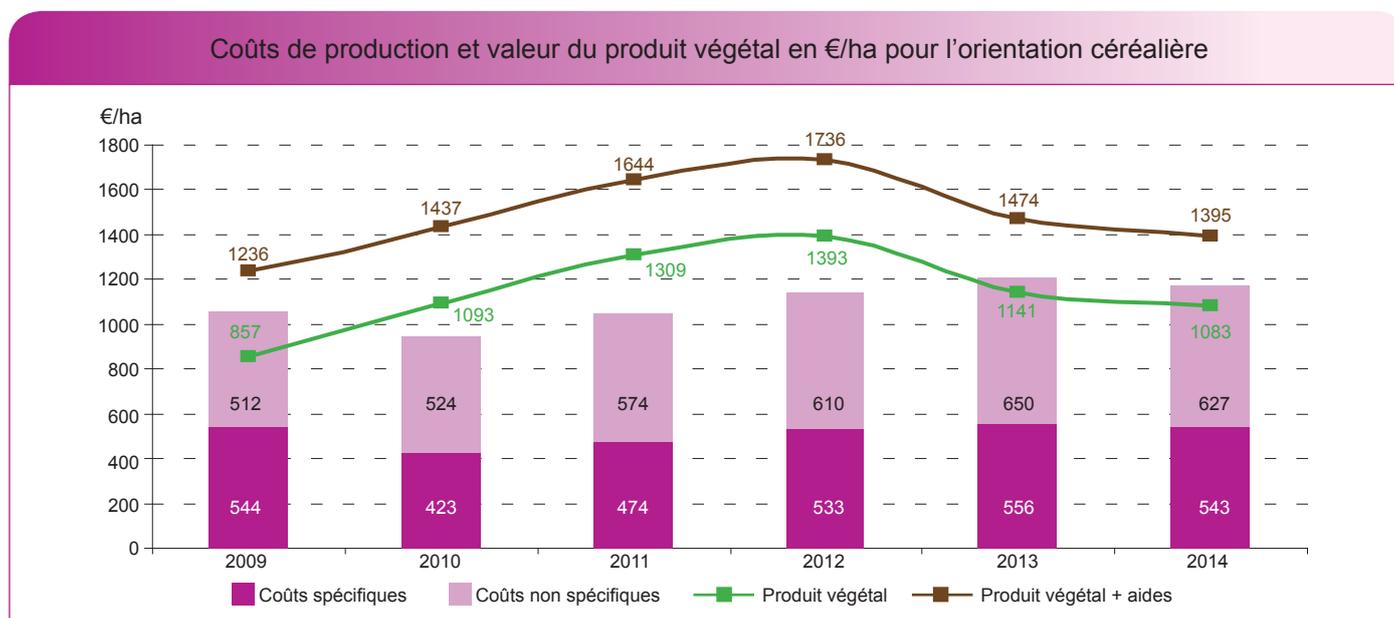
Des contrastes selon les orientations

Un même facteur conjoncturel peut avoir un effet différent d'une exploitation à l'autre, selon son orientation technico-économique. Ainsi, la baisse des prix des céréales a un impact inversé sur les résultats des céréaliers et sur celui des éleveurs. Le lait bénéficie encore en 2014 d'un contexte favorable, mais l'arrêt des quotas et le contexte international va mettre fin à cette embellie. Par conséquent, il paraît intéressant d'aborder les résultats économiques d'exploitations spécialisées de la région en calculant les coûts de production. Combien coûte la production d'un hectare de produits végétaux dans une exploitation de COP ? Combien coûte la production d'un litre de lait dans une exploitation ayant un atelier laitier?

Les producteurs de céréales et oléagineux

Pour la deuxième année consécutive, le résultat courant avant impôt des exploitations classées en céréales-oléoprotéagineux (COP) diminue de 31% et atteint 22 100€ par actif non salarié. Cette baisse s'explique par le repli marqué du prix des céréales comme le blé et l'orge d'hiver et des oléagineux comme le colza. Le prix moyen de vente du blé passe en effet de 178€/tonne en 2013 à 157€/tonne en 2014 et celui de l'orge d'hiver de 159 à 140€/tonne en 2014. Pour le maïs, la bonne récolte mondiale tire les prix à la baisse. Le prix moyen payé au producteur ne dépasse pas 145€/tonne. À noter, ce prix demeure plus élevé dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin que dans le reste de la région. La baisse des charges approvisionnement

(-5,2%) permet de limiter la baisse de la valeur ajoutée. Cette baisse est particulièrement marquée pour les engrais et amendements (-10,6%). En revanche, la charge en produits phytosanitaires continue de croître (+2%). Les autres charges d'exploitation progressent de 2% avec une hausse de 20% du poste « travaux par tiers ». Ce poste représente désormais 78€/ha. Calculer le coût de production d'un hectare de produit végétal revient à isoler les charges liées à cette production végétale. Pour cela, les coûts non spécifiques (cf méthodologie p8) sont répartis avec un coefficient rapportant la part de la valeur de la production végétale sur la valeur de la production totale de l'exploitation. Le coût de production ainsi calculé est rapproché du produit végétal avec et sans aides.



Source : RICA

Lors de la période 2010-2012, les charges étaient couvertes par la vente des végétaux. En 2010, le premier poste de charge était celui consacré aux amortissements (212€/ha, soit 22% du total des charges). Suivait la charge en engrais (169€/ha, soit 18%), puis celle en produits phytosanitaires (135€/ha, soit 14%).

A partir de 2013, sans les subventions, la valeur de la production végétale ne suffit plus à compenser les coûts de production. Les charges atteignent un point culminant en 2013 à 1206€/ha de produit végétal. La hausse des charges en engrais est forte : + 51 % entre 2010 et 2013 (255€/ha en 2013). En 2014, les coûts de production diminuent légèrement mais insuffisamment pour compenser la baisse des prix de vente des céréales.

Afin de soulager les trésoreries, les investissements diminuent de 31% entre 2013 et 2014, ils représentent 157€/ha. Quant au taux d'endettement, il se stabilise à 35% et demeure inférieur de 4 points à la moyenne de France métropolitaine.

Les producteurs laitiers

2014 a été une année relativement favorable pour les exploitations laitières. Un prix du lait élevé sur les trois premiers trimestres, une augmentation de la collecte, une bonne année fourragère et des charges opérationnelles en diminution, ont permis de dégager un résultat de 25 900€ par actif non salarié. Ce résultat reste toutefois inférieur de plus de 30% au résultat moyen de l'ensemble des exploitations de la région toutes orientations confondues. Si la situation économique des ateliers laitiers a pu être ponctuellement améliorée, cette accalmie est de brève durée, puisque le mois d'avril 2015 marque l'arrêt du système de régulation de la production par les quotas. Le champ d'étude peut être élargi aux structures ayant livré en 2014 plus de 100 000 litres de lait de vache. L'échantillon regroupe alors des exploitations laitières, mais aussi des exploitations d'élevage de bovins mixtes ou encore de polyculture-

Les cultures générales

Les exploitations orientées en cultures générales sont principalement situées dans la Marne et dans une moindre mesure dans l'Aube et dans le Bas-Rhin. Elles cultivent des céréales mais tirent, pour l'essentiel, leur valorisation de cultures industrielles comme la betterave à sucre ou la pomme de terre. Bien qu'en net repli, le résultat courant avant impôt de ces exploitations est de 63 200€ par actif non salarié et demeure le plus élevé de la région en 2014 devant la viticulture.

élevage. Le produit brut moyen de lait représente 45% du produit brut total, y compris les subventions.

Le résultat est alors de 24 200€ par actif non salarié. La dispersion est moins importante que pour l'ensemble des exploitations de la région ; 12% ont un résultat négatif, et 77% ont un résultat inférieur à 60 000€ par actif non salarié.

Entre 2010 et 2014, l'ensemble des charges de ces exploitations, en incluant les charges sociales de l'exploitant, ont augmenté en euros constants de 31%. Devant la volatilité des prix, la maîtrise des coûts de production devient aujourd'hui un élément d'autant plus déterminant de la viabilité des exploitations.

Calculer un coût de production du litre de lait revient à isoler les charges liées à la production laitière, en répartissant certains coûts non spécifiques par un coefficient calculé par la part de la valeur de la production de l'atelier animal sur la valeur de la production totale de l'exploitation, en incluant les subventions. Sont inclus également les coûts dédiés aux productions fourragères.

Le coût de production ainsi calculé est rapproché du prix du litre de lait moyen payé au producteur. Lors de la campagne 2010, les charges dédiées à l'atelier lait étaient couvertes par la vente du produit. Le premier poste de charges était celui consacré à l'alimentation des animaux (101€ pour 1000 litres de lait, soit 31% du total des charges). Suivait le poste des amortissements (67€ pour 1000 litres de lait, soit 21%), puis celui des intrants

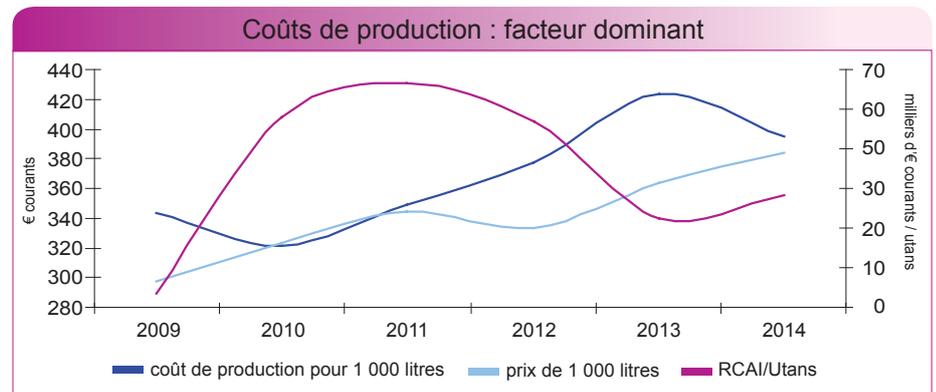
consacrés aux surfaces fourragères (27€ pour 1000 litres de lait, soit 8%).

Depuis 2010, coût de production et prix du litre de lait se désolidarisent et l'éloignement des deux courbes a un impact direct sur le résultat. En 2013, les charges d'alimentation atteignent un point culminant (149€ pour 1000 litres, soit 35%).

2014 montre une embellie de la situation, les coûts de production sont sur une tendance baissière et le prix du lait est au plus fort. Les charges spécifiques pour lesquelles on observe la plus grande dispersion sont celles relatives à l'intraconsommation des herbivores et traduit ainsi la diversité des pratiques d'élevage. Du côté des charges non spécifiques, on peut noter la forte dispersion des charges financières, ce qui illustre la diversité des exploitations vis-à-vis de leur endettement.

Pourtant, malgré cette conjoncture favorable en 2014, la trésorerie nette des exploitations n'est plus que de 8 700€ et enregistre une chute de moitié depuis 2010.

Le taux d'endettement a lui progressé de 44,2 à 47,5% durant cette même période. Les dettes d'exploitation, hors dettes financières, c'est-à-dire dettes fournisseurs, sociales et fiscales représentaient 22% de l'ensemble des dettes, elles sont de 26% en 2014. Cela montre les difficultés de solvabilité des exploitations, qui ont de plus en plus de mal à faire face aux exigences du cycle de production.



Source : RICA

Les rendements en betterave atteignent 98 tonnes/ha et sont supérieurs à la moyenne quinquennale. Cependant les prix sont en baisse de 20% en raison d'importants stocks européens. Les subventions représentent 75% du résultat courant avant impôt de l'exploitation.

La viticulture

La viticulture de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine est représentée par deux appellations : les vins d'Alsace et le Champagne. La

production de l'exercice, qui tient compte de la valorisation des stocks, est en hausse de 2,2%. Le résultat courant avant impôt progresse quant à lui de 15,6% et atteint 61 600€ par actif non salarié. Cependant, en ne prenant pas en compte l'effet dû aux variations des stocks, on observe un rapprochement des résultats 2013 et 2014. En outre, la viticulture champenoise génère un résultat de 70 990€ par actif non salarié contre 29 100€ pour la viticulture alsacienne. Les charges d'approvisionnement sont

en baisse de 2,6% mais les frais de fournitures, qui représentent la moitié de ces charges, augmentent de 3,4%. Au niveau des charges d'exploitation, les postes les plus importants demeurent les loyers et fermages et les charges de personnel salarié, mais le poste « travaux par tiers » est celui qui affiche la plus forte progression (+12,8%).

Les deux vignobles se différencient sur l'endettement. En effet, le taux d'endettement des exploitations viticoles de Champagne (24,4%) est inférieur au taux national (32,2%) alors que celui des exploitations du vignoble alsacien (46,8%) est supérieur de 14 points. Avec une hausse de 33%, les exploitations viticoles de la région ont davantage investi en 2014. Toutefois, l'investissement est principalement porté sur le matériel en Alsace (64%) alors qu'en Champagne c'est sur le foncier qu'il est majoritairement concentré (45%).

Les éleveurs de bovins mixtes

Les exploitations d'élevages mixtes ont eu un résultat courant avant impôt de 21 800€ par actif non salarié, en diminution de 10% par rapport à 2013. L'embellie laitière ne permet pas de compenser les cours de la viande, qui ont connu une baisse marquée dans les catégories

laitières : -10,5% en vache, -8,1% en jeune bovin. C'est la spécialisation pour laquelle le résultat est le moins dispersé. Mais la part d'exploitations ayant dégagé un résultat négatif passe de 7% en 2013 à 17% en 2014.

Ces exploitations sont généralement de grosses structures : en moyenne, la taille des cheptels bovins est de 210 Unité Gros Bovins. La charge d'alimentation représente la moitié des charges d'approvisionnement. De plus, l'importance du cheptel nécessite de gros investissements : l'actif immobilisé est de 471 000€, répartis selon trois postes : les constructions (32%), le matériel (29%) et les animaux reproducteurs (28%). En 2014, il a fallu 57 700€ d'actifs immobilisés pour dégager 10 000€ de valeur ajoutée. Malgré les résultats en baisse, l'investissement a augmenté de 33% entre 2013 et 2014. Le taux d'endettement est de 43,2%, plus élevé que la moyenne régionale de 34,2%, comme c'est le cas pour les exploitations spécialisées en élevage. Près de la moitié de l'Excédent Brut d'Exploitation est employé au remboursement des annuités.

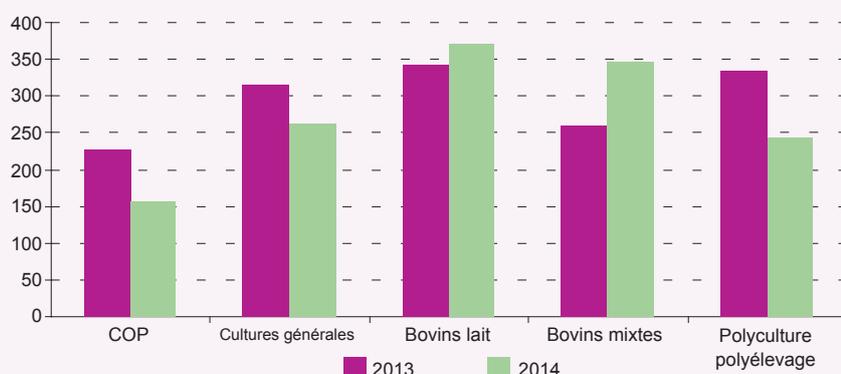
L'ensemble des subventions représente 122% du résultat courant avant impôt de ces exploitations.

La polyculture-polyélevage

Cette orientation technico-économique regroupe dans la région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine des exploitations de trois catégories très différentes : les plus nombreuses, 89%, associant à la fois des cultures végétales et des ateliers d'élevages herbivores, des exploitations de polyculture (majoritairement une combinaison de COP et de vignes) et des exploitations de polyélevage (combinaison d'élevages). Pour l'ensemble de ces exploitations, le résultat courant avant impôt est de 21 300€ par actif non salarié, en baisse de 4% par rapport à 2013, mais surtout c'est dans cette orientation que la part de résultat négatif est la plus forte : elle reste au même niveau qu'en 2013, à savoir 20%.

Si on considère seulement les exploitations qui combinent des grandes cultures et un ou plusieurs ateliers d'élevage, le résultat entraîné par la chute des cours des céréales, est encore inférieur et s'établit à 19 800€ par actif non salarié. Ce sont les exploitations pour lesquelles la rentabilité a été la moins bonne en 2014 : 30,3%. L'endettement est de 46,3%. Les subventions représentent 169% du résultat courant avant impôt de l'exploitation.

Investissement en €/ha



Pour l'ensemble de la région, l'investissement a reculé de 5% en 2014 par rapport à l'année précédente. Les orientations pour lesquelles la tendance est inverse sont les exploitations viticoles, les exploitations laitières et les exploitations d'élevage de bovins mixtes. En 2014, les exploitations laitières ont acquis de nouvelles immobilisations à hauteur de 371€/ha dont 62% sont des achats de matériel et outillage. Le scénario est le même pour les exploitations de bovins mixtes, avec 347€/ha de nouvelles immobilisations, qui sont à 69% du matériel.

Source : RICA

Moyens mobilisés en capital et en travail

	COP	Cultures générales	Viticulture	Bovins Lait	Bovins Mixtes	Polyculture-Elevage	Région
Intensité en capital immobilisé, en €	53 539	26 519	17 670	48 104	57 710	49 982	29 491
Intensité en travail, en UTA	0,31	0,18	0,15	0,29	0,27	0,28	0,20

Source : RICA 2014

Ratios : quantité d'actifs immobilisés (ou unité de main-d'œuvre totale) nécessaire pour produire 10 000 euros de valeur ajoutée.

Pour produire de la richesse, une exploitation nécessite des moyens, à la fois des outils de production, constitués par les immobilisations de l'actif et de la main-d'œuvre salariée ou non salariée. Les exploitations d'élevage sont les structures de la région pour lesquelles les immobilisations pèsent le plus lourd : par exemple, l'actif immobilisé des exploitations

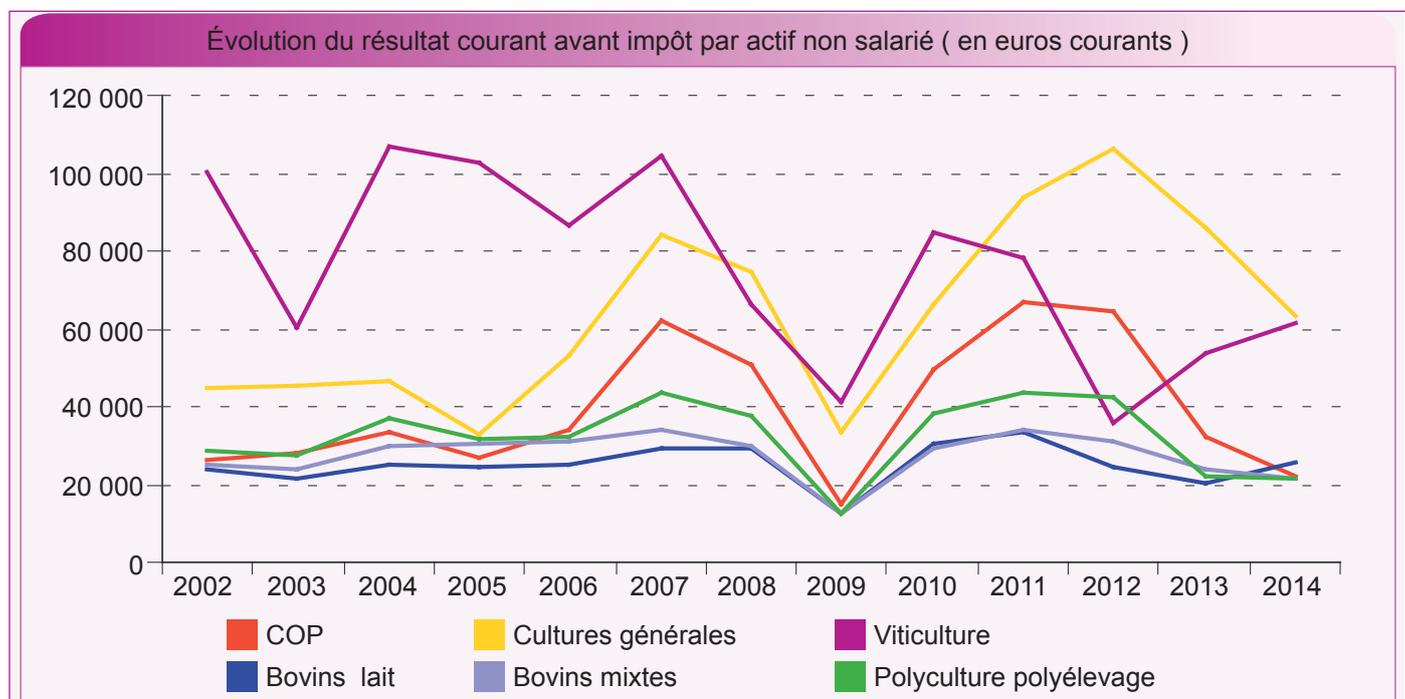
laitières représente 2 700€/ha, composé pour ses postes les plus importants de 33% de construction et de 25% de matériel. Par comparaison, l'actif immobilisé des exploitations de COP représente 1 780€/ha, pour 44% de matériel et 28% de terres. Comme le montre le tableau ci-dessus, les exploitations bovins mixtes nécessitent en moyenne 57 710€ d'actifs immobilisés ainsi

que 0,27 unité de travail pour produire 10 000€ de valeur ajoutée. À l'inverse, les exploitations viticoles plus économes en capital et en travail, ne nécessitent que 17 670€ d'immobilisations et 0,15 unité de travail pour produire 10 000€ de valeur ajoutée. Le mauvais résultat des exploitations de COP, traduit le peu de valeur ajoutée créée en 2014.

Évolution du résultat entre 2013 et 2014

en euros courants	RCAI par Utans		RCAI par Utans hors variation des stocks		RCAI par hectare	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Céréales, Oléagineux, Protéagineux (COP)						
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	32 097	22 088	37 560	24 024	292	203
France	18 472	15 498	22 990	18 119	180	151
Cultures générales						
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	85 726	63 183	87 103	68 136	773	544
France	60 637	34 165	59 109	36 973	687	378
Viticulture						
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	53 263	61 582	67 259	66 193	6 426	7 341
France	37 059	49 730	39 866	41 905	2 027	2 596
Polyculture polyélevage						
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	22 225	21 284	23 300	20 424	210	196
France	21 401	18 882	19 682	18 327	279	243
	RCAI par Utans				RCAI par ugb	
Bovins lait						
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	20 237	25 872	15 904	25 013	293	361
France	23 632	24 490	20 315	22 918	399	396
Bovins mixtes, lait et viande						
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	24 032	21 785	17 726	18 306	239	207
France	23 055	22 533	16 933	19 475	249	232

Source : RICA



Source : RICA

Si la variabilité du résultat semble relativement contenue dans les exploitations d'élevages bovins laitiers et mixtes, ce n'est absolument pas le cas des exploitations orientées en cultures végétales, que ce soit des COP, des

cultures générales, ou de la viticulture. Le résultat pour ces exploitations enregistre des variations importantes d'une année sur l'autre, tout en restant néanmoins bien supérieur au niveau de celui des exploitations d'élevage. Pour la

viticulture notamment, le résultat est très dépendant des volumes récoltés. Les années 2012 et 2003, marquées par des conditions météorologiques difficiles et une production de raisins en forte baisse, illustrent ce phénomène.

Caractéristiques des exploitations, soldes intermédiaires et ratios moyens

surfaces en ha, montants en €	COP	Cultures générales	Viticulture	Bovins lait	Bovins mixtes	Polyculture polyélevage	Région	France
Caractéristiques générales								
Nb d'exploitations dans l'échantillon	160	98	147	133	52	133	788	7284
Nb d'exploitations représentées	8 670	2 969	11 083	3 092	1 271	4 378	33 264	298 794
Surface agricole utilisée (SAU)	129	150	10	131	176	188	99	89
Surface fourragère principale	16	13	0	95	134	82	34	38
Surface cultures industrielles	31	49	1	5	6	26	17	11
Surface céréales	80	83	4	31	35	79	45	33
Surface vigne	0	0	4	0	0	0	1	2
UGB totales	13	4	0	130	210	118	47	87
UTA totales	1,32	2,01	2,71	2,13	2,22	2,24	2,12	2,10
<i>dont UTA non salariées</i>	<i>1,18</i>	<i>1,29</i>	<i>1,23</i>	<i>1,82</i>	<i>2,00</i>	<i>1,73</i>	<i>1,38</i>	<i>1,44</i>
Financement et éléments du bilan								
Autofinancement	17 744	28 007	38 353	48 604	55 517	39 744	33 462	27 748
Total actif immobilisé (net)	228 976	292 433	327 884	358 908	471 245	400 873	314 943	268 642
Actifs circulants (fin ex.)	144 680	228 690	573 359	152 528	250 089	231 936	311 554	178 168
Ensemble des stocks	73 424	75 877	421 090	91 198	160 449	133 099	202 927	105 272
Capitaux propres (net)	243 695	322 412	665 617	269 774	411 896	343 646	413 048	259 479
Ensemble des dettes LMT et CT	130 917	200 544	237 653	243 143	312 715	290 851	215 065	188 975
Soldes intermédiaires de gestion								
Production de l'exercice	152 426	283 424	268 071	247 925	298 142	284 464	236 503	206 697
+ Rabais, ristournes, remises	1 092	1 777	104	456	511	1 299	737	491
- Approvisionnements	71 176	115 322	28 331	96 111	131 199	126 609	73 272	78 660
- autres achats et charges externes	39 574	59 605	54 286	77 660	85 796	78 951	57 174	55 671
= Valeur ajoutée (hors fermage)	42 768	110 274	185 558	74 610	81 658	80 203	106 794	72 857
+ Subventions d'exploitation	39 483	61 395	2 300	40 545	52 929	57 699	31 903	29 602
+ Indemnités d'assurance	1 843	1 629	1 275	1 796	2 386	3 985	1 972	2 067
- Loyers et fermages	16 209	27 339	42 351	12 729	18 655	23 327	26 205	14 391
- impôts et taxes	2 301	3 018	3 507	2 243	3 074	2 783	2 826	2 279
- Charges de personnel	2 800	19 350	42 192	7 077	4 053	12 225	19 854	15 114
= excédent brut d'exploitation	62 784	123 591	101 083	94 902	111 191	103 552	91 784	72 742
+ transferts de charges	925	7 528	1 189	316	472	525	1 435	397
- dotation aux amortissements	35 370	47 894	21 802	42 237	61 122	60 235	36 748	32 605
= résultat d'exploitation	28 339	83 225	80 470	52 981	50 541	43 842	56 471	40 534
+ produits financiers	1 241	3 612	312	648	1 226	1 261	1 061	783
- charges financières	3 490	5 162	5 319	6 579	8 225	8 280	5 440	5 142
= Résultat courant avant impôts	26 090	81 675	75 463	47 050	43 542	36 823	52 092	36 175
RCAI / UTANS	22 088	63 183	61 582	25 872	21 785	21 284	37 798	25 156
Charges sociales de l'exploitant	15 951	30 517	20 207	14 038	17 462	17 593	18 434	13 272
Ratios								
Taux d'endettement	34,9%	38,3%	26,3%	47,4%	43,2%	45,8%	34,2%	42,1%
charges d'appro / ha SAU	553	768	2 756	735	747	673	741	885
charges courantes / ha SAU	1 328	1 849	19 239	1 871	1 777	1 661	2 239	2 292
EBE / Production+subventions	33%	36%	37%	33%	32%	30%	34%	31%
Annuités / EBE	46,6%	34,6%	73,7%	46,7%	49,2%	49,2%	55,7%	48,3%

Source : RICA

Quelques repères

Taux d'endettement : ensemble des dettes LMT et CT rapportées au total de l'actif net corrigé de la TVA
 EBE / Production+subventions : si la rentabilité est bonne, ratio supérieur à 30%
 Annuités / EBE : entre 30 et 45%, l'endettement est considéré comme modéré

Définitions

Le résultat courant avant impôt (RCAI) : production augmentée des subventions, desquelles sont déduits les consommations intermédiaires, les charges de personnels, les impôts et taxes divers et les dotations aux amortissements. Les charges sociales dues par l'exploitant non salarié ne sont pas déduites.

L'unité de travail annuel non salarié (Utans) ou actif non salarié : travail agricole effectué

au cours d'une année par le chef d'exploitation ou l'associé non salarié, correspond à 1600 heures.

L'Excédent Brut d'Exploitation mesure la ressource financière potentielle procurée par l'activité courante de l'exploitation. Ce solde intermédiaire exclut notamment les charges calculées (amortissements) et les produits et charges financières.

Les subventions : aides accordées par l'Union européenne,

l'Etat, des collectivités territoriales, ou éventuellement d'autres tiers, pour soutenir le revenu, encourager certaines productions, compenser un handicap naturel, aider au développement rural...

L'autofinancement : financement des projets de l'exploitation sans appeler à des ressources extérieures : ses plus-values, son épargne, ses capitaux propres et son amortissement comptable.

Méthodologie

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une enquête communautaire dont l'objectif est de fournir des informations sur le fonctionnement technico-économique des exploitations agricoles. Cette opération permet de suivre l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans les exploitations. En France, l'échantillon est d'environ 7 600 moyennes et grandes exploitations. L'échantillon couvre ainsi 95 % du potentiel de production nationale. L'échantillon Alsace, Champagne-

Ardenne, Lorraine compte 788 exploitations, et en représente plus de 33 200.

Coût de production d'un litre de lait : charges spécifiques : aliments grossiers et concentrés, intraconsommation, soins vétérinaires, intrants sur surfaces fourragères, achat de travaux pour l'élevage. Charges non spécifiques : énergie, entretien bâtiment, matériel et foncier, impôts et taxes, autres, amortissements, rémunérations et charges sociales des salariés,

charges sociales de l'exploitant, charges financières.

Coût de production d'un hectare de cultures végétales : charges spécifiques : engrais, amendements, semences et plants, phytosanitaires, achat de travaux et services pour cultures. Charges non spécifiques : énergie, entretien bâtiment, matériel et foncier, impôts et taxes, autres, amortissements, rémunérations et charges sociales des salariés, charges sociales de l'exploitant, charges financières.

Pour en savoir plus : www.agreste.agriculture.gouv.fr puis ENQUÊTES - Réseau d'Information Comptable Agricole

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

Service régional de l'information statistique et économique (SRISE)

Complexe agricole du Mont Bernard - Route de Suippes

CS60 440 - 51037 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE Cedex

Tél : 03.69.32.51.47 - Fax : 03.69.32.51.45

Courriel : srise.draaf-alsace-champagne-ardenne-lorraine@agriculture.gouv.fr



◆ Directeur régional : **Sylvestre CHAGNARD**
 ◆ Rédacteur de publication: **Claude WILMES**
 ◆ Rédacteur en chef : **Sylvain SKRABO**
 ◆ Rédacteurs : **Sandrine ZORN**
Grégory DOBBELSTEIN

◆ Composition : **DRAAF/SRISE site de STRASBOURG**
 ◆ Dépôt légal : à parution
 ◆ N° ISSN : en cours

Mai
2016